



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE**

**N°140 – PERIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 30 SEPTEMBRE  
2016**

**CONSULTATION SUR PLACE :**

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

**ARRETES**



## AUTORISATION D'EXHUMATION et de RÉINHUMATION

**Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

**VU** la demande présentée par Mme BONNES veuve TAUPIAC Raymonde (Concessionnaire) et Mme BONNES épouse JULIEN Sylvette (Concessionnaire), plus proches parentes des défunts sus-nommés, en vue d'obtenir l'autorisation de pomper l'eau existante à l'intérieur du caveau, de manipuler, d'exhumer avec changement de cercueil et/ou reliquaire si nécessaire, de la concession familiale perpétuelle n° 30, située dans le cimetière de Ninaret NC II, à Saint-Orens de Gameville, emplacement G/10 :

- le corps de Marinette PROUDHOM veuve BONNES décédée le 07 novembre 2010 en vue de le réinhumer au niveau supérieur de la fosse,

- le reliquaire contenant les réductions effectuées sur les corps de Claude TAUPIAC (décédé le 4 mai 2004), Jeannine BONNES (décédée le 23 octobre 1952) et Alphonse BONNES (décédé le 12 juillet 1999), en vue de le réinhumer au niveau supérieur de la fosse.

Considérant que les Pompes Funèbres LAVOS ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter le jour et l'heure de l'exhumation.

**ARRETE N° 25370**

**Article 1 :** Autorisons les demandeurs à faire procéder à l'exhumation de ces corps, en vue de leur réinhumation dans la même concession susvisée.

**Article 2 :** Ces opérations auront lieu le 7 octobre 2016 à 7h15, en présence des pétitionnaires ou de leur mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l' exécution de cette opération sont les Pompes Funèbres LAVOS.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 30 septembre 2016.

Madame le Maire,  
Dominique FAÛRE

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE  
CIRCULATION**  
**Avenues de Gameville et de Toulouse**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 21/09/2016, travaux de fibre optique

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement :

ARRETE S/N° 25351

## ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
<p>NOM : FREE</p> <p>ADRESSE : 8, rue de la ville l'évêque 75008 PARIS</p> <p>Responsable chantier : Kamel RAZEM</p> <p>Tel : 07 87 01 95 90</p> <p>Mail : krazem@corp.free.fr</p>	<p>NOM : ECFIBRE</p> <p>ADRESSE : 3, impasse du pradié 31270 VILLENEUVE TOLOSANE</p> <p>Responsable chantier : Laurent AYLLON</p> <p>Tel : 06 13 78 31 73</p> <p>Mail : layllon@ecfibre.com</p>

- Autorisation de travaux en chaussée restreinte ou en alternat, maintien de la circulation.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**

**26 au 30 septembre 2016**

**Entre 9h et 16h et conformément à l'avis préfectoral ci dessous**

## ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/09/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



**PREFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Direction Départementale des Territoires

Service Risques et Gestion de Crise

Pôle Crise et Sécurité Routière

Bureau Observatoire Réglementaire et Technique

Toulouse, le

22 MAI 2012

**Avis Préfet Permanent**

Affaire suivie par : *Prison BOURON*

Téléphone : 05 81 97 71 74

Télécopie : 05 61 58 65 48

Copriel : prison.bouron@haute-garonne.gouv.fr

**RÉFÉR** : APP-2012

**Vu le Code de la Route,**

**Vu le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,**

**Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 et les arrêtés subséquents qui l'ont modifiée et complétée,**

**Vu les prescriptions et les schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier (routes bidirectionnelles, voirie urbaine) édités par le Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA),**

**Vu les différentes façons de réglementer un alternat et les conditions d'utilisation des trois alternats précisées dans le Guide Technique " Les Alternats ", édité par le Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA),**

**Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 2012 donnant délégation de signature à Mr Philippe KAHN, Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne,**

**Vu l'arrêté du 16 avril 2012 du Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne donnant délégation de signature à ses chefs de service et à certains agents de leur service,**

**Considérant le caractère répétitif de certains chantiers exécutés dans le département de la Haute-Garonne sur le réseau routier départemental et communal classé à grande circulation (RGC) par décret n° 2010-578 du 31 mai 2010,**

**Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des personnels chargés d'exécuter des travaux ou d'intervenir sur le réseau RGC départemental et communal et qu'il convient de réduire, autant que possible, la gêne occasionnée à la circulation,**

Pour tout événement prévisible de nuit, de 21h à 6h, ou pour tout événement prévisible ayant pour conséquence d'exploitation :

- la déviation d'une route non classée à grande circulation et dont le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) est inférieur à 5.000 Véh/j vers une route classée à grande circulation ;
- la déviation d'une route classée à grande circulation sur une voie bus ou sur une voie réservée aux transports en commun en site propre (TCSP) ;
- l'empiètement sur une voie - largeur de chaussée laissée libre à la circulation > 6,00 m ;
- la mise en place d'une circulation alternée par feux tricolores de chantier ou piquets K10 ;

et sous réserve des considérations listées ci-après :

- L'inter-distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km ;
- Le stationnement et le dépassement dans la zone de travaux seront interdits ;
- La signalisation de chantier sera en tout point conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>e</sup> partie, signalisation temporaire), au manuel du chef de chantier "routes bidirectionnelles" et "voirie urbaine" édité par le SETRA, schémas correspondants aux modes d'exploitation retenus ;
- Le passage des engins de sécurité et de secours, ainsi que celui des transports exceptionnels sera impérativement maintenu et facilité sur le domaine public impacté ;
- Les itinéraires piétons / cyclés, lorsqu'ils existent, seront maintenus ;
- Spécifiques à l'emploi des alternats :
  - respecter les conditions d'emploi définies dans le guide "signalisation temporaire des alternats" édité par le SETRA (cf annexe)
  - lorsque le TMJA est supérieur à 5.000 Véh/j, les restrictions de circulation seront autorisées de 09h00 à 16h00 ou de nuit entre 21h00 et 06h00. En dehors de ces plages horaires, la circulation sera rendue à la normale ;
  - la durée prévisionnelle du chantier devra être inférieure à 15 jours calendaires ;
  - l'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale ;
  - la longueur de l'alternat sera réduite à son strict minimum à l'intérieur de la zone d'intervention afin de minimiser les contraintes de circulation ;

Il y a lieu d'accorder un **AVIS FAVORABLE** à toute demande d'arrêt limitant la circulation sur une ou plusieurs routes bidirectionnelles à 2 voies, départementales et/ou communales, classées à grande circulation, en et/ou hors agglomération, dans le département de la Haute-Garonne.

Il appartiendra à Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Garonne et/ou à Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées de prendre les arrêtés correspondants, réglementant temporairement la circulation respectivement hors et en agglomération.

Tout incident dérogeant au présent avis et aux arrêtés correspondants devra être signalé à la DDT31 / SRGC / PCSR / Bureau Observatoire, Réglementaire et Technique.

Tout chantier exécuté sous couvert d'un arrêté temporaire de restriction de la circulation visant le présent avis Préfet annuel fera l'objet d'une information sommaire (selon un mail type) minimum trois semaines avant le début des travaux, via la messagerie électronique suivante :

[ddt-srgc-psr-bort@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-srgc-psr-bort@haute-garonne.gouv.fr)

Tous les travaux prévisibles sur le réseau routier départemental ou communal classé à grande circulation ne rentrant pas dans le cadre pré-cité fera l'objet d'une demande d'avis Préfet dûment renseigné dont la procédure est rappelée en annexe.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental  
des Territoires et par délégation,

Pascal SAUVAGNAC

Copie à : Mairies concernées ;  
Conseil Général, DVI.

Ché administrative - 2 bd Armand Dupont - BP 70011 - 31074 Toulouse cedex 9 - 05 31 9771 00  
<http://www.haute-garonne.gouv.fr>

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE  
CIRCULATION  
Ensemble du territoire**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 29/08/2016, travaux de voirie

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement régulièrement pour des travaux sous maîtrise d'ouvrage du pôle territorial Est de Toulouse Métropole ;

**ARRETE S/N° 25350**

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : pole territorial Est ADRESSE : 1 rue de Luan 31300 BALMA Responsable chantier : Eric LALANNE Tel : 05 67 73 89 00 Mail : eric.lalanne@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
20 septembre au 31 décembre 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/09/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE  
CIRCULATION  
15 rue du négoce**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 20/09/2016, assainissement

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

*Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville* **ARRETE S/N° 25349** *Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville*

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Cycle de l'eau ADRESSE : 1 place de la légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Pauline DUBOS Tel : 05 81 91 73 81 Mail : pauline.dubos@toulouse-metropole.fr	NOM : BAYOL ADRESSE : 19 impasse Didier Daurat 31400 TOULOUSE Responsable chantier : Michael CASTEX Tel : 06 60 44 94 99 Mail : michael.castex@saur.com

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
26 septembre au 26 octobre 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/09/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 20/09/2016, réseau eau potable

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25348**

#### **ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Cycle de l'eau ADRESSE : 1 place de la légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Vanina GERONIMI Tel : 05 81 91 78 16 Mail : vanina.geronimi@toulouse-metropole.fr	NOM : Lyonnaise des Eaux ADRESSE : 11, rue mercure Quint 31133 BALMA Responsable chantier : Tel : 05 62 71 88 26 Mail : toulouse-metropole-aep@lyonnaise-des-eaux.fr

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.


**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**  
**20 octobre au 2 novembre 2016**

#### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/09/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 20/09/2016, branchements ERDF

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25347**

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : ENEDIS ADRESSE : 34 Bd général Decrouette 31100 TOULOUSE Responsable chantier : Cédric EYCHENNE Tel : 05 34 63 73 73 Mail : egd-mp3-moar-toulouse@edfgdf.fr	NOM : DEBELEC ADRESSE : rue Jouffroy d'Abbans 11000 CARCASSONNE Responsable chantier : Patricia LOUNAS Tel : 04 68 25 62 75 Mail : patricia.lounas@groupe-comelec.com

- Autorisation d'occupation du trottoir et de restriction de largeur de voie
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**

**30 septembre au 14 octobre 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/09/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

# ARRETÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DELIVRE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 26/07/2016		N° PC 031 506 15 00002 M01	
Par :	Monsieur DESCOINS Olivier	Surface de plancher créée :	0 m²
Demeurant à :	9 RUE DE FONDARGENT 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	Nb de logements :	0
Représenté par :		Nb de bâtiments :	0
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'une maison individuelle	Destination :	Habitation
Sur un terrain sis :	9 RUE DE FONDARGENT BV 51		

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1<sup>er</sup> août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1500002 délivré le 11/02/2015,

Vu la Déclaration Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux en date du 29/02/2016 et déposée en mairie en date du 19/05/2016 relative au permis de construire susvisé,

Vu la visite de conformité en date du 26/05/2016,

Vu l'opposition à la conformité du permis de construire susvisé délivrée le 04/06/2016,

Vu le complément de dossier déposé le 15/09/2016,

## ARRETE S/N° 25 337

### ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

### ARTICLE 2

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

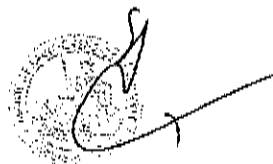
.../...

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **20 SEP. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 SEP. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

### POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

.../...

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

## **ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

**Instauration de sens de circulation en  
agglomération.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation des véhicules sur la commune, des sens uniques de circulation de véhicules seront mis en place ;

**ARRETE S/N° 25332**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté municipal portant le numéro 24354 du 21 juillet 2015, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, des sens uniques sont instaurés et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Bousquet, dans le sens avenue de Gameville vers la rue de Lentourville.
- Rue Taparot, de l'intersection avec l'avenue des Améthystes vers l'intersection avec la rue des Chanterelles.
- Voie communale dite rue de la Pradelle, à partir de la rue du Bousquet, dans le sens Saint-Orens de Gameville via la limite de commune de Labège.
- Aire de stationnement du cimetière de Ninaret, (accès face à l'entrée du cimetière, sortie proche du chemin des Morts).
- Impasse Dordac depuis l'avenue de Gameville (RD2) vers l'avenue Augustin Labouilhe (RD57).
- Boulevard Catala, dans la partie située devant l'école maternelle Catala, depuis la rue des tourterelles (jonction sud près du n°01) vers l'intersection de la rue de Ribaute.
- Rue de Nazan, de son intersection avec la rue des Sports vers l'avenue Augustin Labouilhe.
- Rue des Lauriers, entre le n°21 et le n°15.
- Rue des Lauriers, du rond-point de Barué jusqu'à l'intersection de l'avenue du Lycée.
- Voie d'accès à la piscine Intercommunale et au collège Jacques Prevert, entrée chemin de Piailles (RD94 b) côté collège et sortie de la piscine intercommunale vers le chemin de Piailles (RD94b).
- Place de la Poste, autour du bureau de poste et du château d'eau depuis l'intersection avec l'avenue de Gameville (RD2) par la voie impaire et sortie par la voie paire, sur l'avenue de Gameville (RD2).

- Entrée de la voie de desserte de l'école du Corail et de ses dépendances située face au n°46 de l'avenue des Améthystes, vers la sortie localisée face au n°40 de l'avenue des Améthystes.
- Rue Rosa Parks, de la place de la Fraternité en direction du n°06, vers l'intersection avec la rue des Mûriers.
- Rue de Ribaudin, dans sa partie comprise entre le n°06 et le n°07.
- Rue des Rives, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°20.
- Rue Lou Païs, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°30.
- Rue de Soye, de l'intersection avec l'avenue de Gameville vers l'intersection avec la rue des Mûriers.
- Rue du Centre, dans sa partie comprise entre la rue des Sports, via la rue des Chasselas jusqu'au rond-point de la rue du Centre.

### **ARTICLE 3**

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

### **ARTICLE 4**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 5**

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication

### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée aux intéressés.

### **ARTICLE 7**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 8**

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Monsieur Fabien Jacquiel,



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 septembre 2016.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



# **ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DE TOUT TYPE DE VEHICULES SUR LES QUARTIERS DE SAINT-BENOIT, AMETHYSTES – CHANTERELLES, CORAIL – COMBAT.**

**Réglementation relative à la délimitation du  
périmètre de la zone 30 km/h en agglomération.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**Vu** le Code Générale des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1, L.2213-1 à L2213-4,

**Vu** le Code de la Route, et notamment ses articles R.110-2, R.411-4 et R.411-25, R.413-1 à R.413-6,

**Vu** le Décret n : 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**Considérant** que pour résoudre les conflits d'usage et favoriser la mixité entre les modes de déplacements, tout en assurant les conditions de sécurité indispensables, il convient d'instituer des zones de circulation apaisée,

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation sur les voies inter communales du quartier du Corail, situé en agglomération, compte tenu du caractère résidentiel de ce quartier et de destination de la voirie : desserte de riverains.

**ARRETE S/N° 25330**

## **ARTICLE 1**

L'arrêté municipal portant le numéro 22783 du 12 février 2016, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2**

Une zone 30 telle que définie à l'article R.110-2 du Code de la Route est créée pour les voies inter-communales des quartiers de Saint-Benoit, Amethystes – Chanterelles, Corail – Combat.

### Quartier Saint-Benoit :

Rue de Fondargent.  
Rue Joseph Peyrusse.  
Rue des Vignes.  
Impasse des Vignes.  
Rue du Merlot.  
Impasse de la Negrette.  
Impasse des Raisins.  
Avenue Donadieu.  
Impasse Donadieu.

Rue de la Plaine.  
Rue du Mas.  
Rue de la Ferme.  
Rue de la Forge.  
Impasse de la Forge.  
Rue du Hameau.  
Rue des Tilleuls.  
Rue de l'Argentière.

### Quartier Amethystes – Chanterelles :

Rue de la Reunion.  
Rue Taparot.  
Rue des Iles Célèbes.  
Rue des Porcelaines.  
Rue des Chanterelles.  
Rue des Bolets.  
Rue des Mousserons.  
Rue des Pradelets.  
Impasse des Pradelets.

Rue des Perles.  
Rue des Saphirs.  
Rue du Jade.  
Rue de l'Opale.  
Rue des Topazes.  
Rue des Emeraudes.  
Avenue du Corail.  
Rue de l'Ambre.  
Avenue des Amethystes.

### Quartier Corail - Combat

Rue des Galapagos.  
Rue des Iles Marquises.  
Avenue des Iles.  
Impasse des Argonautes.  
Rue des Iles Mariannes.  
Rue de la Désirade.  
Rue des Antilles.  
Rue des Murex.

Impasse des Nautilus.  
Rue des Comores.  
Impasse Wallis.  
Impasse Futuna.  
Rue des Seychelles.  
Rue de la Polynésie.  
Rue des Aigues-Marines.  
Rue de l'Ambre

### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

### ARTICLE 4

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

### ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 6

Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

## **ARTICLE 8**

Le Maire de de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 9**

Ampliation du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Monsieur Fabien Jacquel,



Adjoint au Maire,  
En charge de la Mobilité Urbaine et  
de Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 septembre 2016.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT  
REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT  
ET DE LA CIRCULATION SUR UNE PARTIE  
DE LA RUE DU CENTRE A L'OCCASION DE LA  
JOURNEE DE LA MOBILITE URBAINE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

**ARRETE N°25329/2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune Saint-Orens de Gameville, le stationnement et la circulation de tous types de véhicules, à l'exception des organisateurs et exposants, des services d'urgences et des services municipaux, seront interdits rue du Centre, le long de la salle du Lauragais.

**LE SAMEDI 24 SEPTEMBRE 2016  
DE 6 H00 A 15H00**

Le stationnement et la circulation pourront être rétablis avant 15h00 le samedi 24 septembre sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise par la constatation de la fin de la manifestation.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les Services Municipaux

**ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

**ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7**

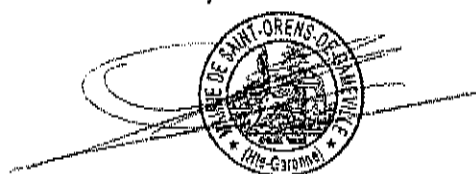
Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 14 septembre 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

24 septembre 2016

Et après transmission en Préfecture : néant

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT  
REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT SUR  
UNE PARTIE DE L'AVENUE DE GAMEVILLE  
A L'OCCASION DE LA JOURNEE DE LA  
MOBILITE URBAINE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

**ARRETE N°25328/2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune Saint-Orens de Gameville, le stationnement de tous types de véhicules, à l'exception des véhicules des organisateurs de la journée de la mobilité urbaine, sera interdit sur les places de stationnement de l'avenue de Gameville situées entre l'intersection rue Pablo Néruda / av. de Gameville et l'intersection rue des Sports / av. de Gameville, le long du parking Henri Puis.

**LE SAMEDI 24 SEPTEMBRE 2016  
DE 6 H00 A 15H00**

Le stationnement pourra être rétabli avant 15h00 le samedi 24 septembre sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise par la constatation de la fin de la manifestation.

## ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les Services Municipaux

## ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 14 septembre 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

24 septembre 2016

Et après transmission en Préfecture : néant

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION A L'OCCASION DU  
REPAS DE QUARTIER AIRELLES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**VU** la demande en date du 12 septembre 2016 de Monsieur Jérôme CARRUEZCO domicilié 4, rue des Airelles à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier Airelles le vendredi 30 septembre 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Airelles et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25327 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Airelles, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue des Airelles dans sa totalité :

**DU VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2016 – 2H00**



## **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

## **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le 15 septembre 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :  
30 septembre 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION A L'OCCASION DU  
REPAS DE QUARTIER FIRMIS**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**VU** la demande en date du 26 mai 2016 de Madame Agnès ORTUNO domiciliée 13, rue de Firmis à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier Firmis le dimanche 25 septembre 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Firmis et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25326 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Firmis, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue de Firmis dans sa totalité :

**LE DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2016 DE 9H00 A 19h00**

## ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

## ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

## ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le 15 septembre 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

25 septembre 2016

Et après transmission en Préfecture : néant

<b>Demande déposée le 30/06/2016</b>		<b>N° PC 031 506 16 00024</b>
<b>Par :</b>	<b>S.A.S. AFC PROMOTION</b>	<b>Surface de plancher créée :</b> <b>1491 m²</b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>8 AVENUE GEORGES POMPIDOU LE JEAN JAURES MARENGO 31500 TOULOUSE</b>	<b>Nb de logements :</b> <b>20</b>
<b>Représenté par :</b>	<b>Madame FRANCOIS CUXAC Alexandra</b>	<b>Nb de bâtiments :</b> <b>4</b>
<b>Pour :</b>	<b>Démolir deux maisons individuelles, un hangar et édifier un ensemble de 20 logements répartis en 4 bâtiments</b>	<b>Destination :</b> <b>Habitation</b>
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>5 RUE DU MONTCALM BE 257, BE 273</b>	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1<sup>er</sup> août 2016,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 20/07/2016 assorti de prescriptions, reçu le 25/07/2016,

Vu l'avis favorable en date du 22/07/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/07/2016,

Vu l'avis favorable en date du 25/07/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 26/07/2016,

Vu l'avis favorable en date du 25/07/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 28/07/2016,

Vu l'avis favorable en date du 11/08/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 120 kVA triphasé, reçu le 17/08/2016,

**ARRETE S/N° 25 324**

#### **ARTICLE 1**

Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

## ARTICLE 2

Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 25/07/2016, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 22/07/2016, d'E.R.D.F. en date du 11/08/2016, du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 20/07/2016, de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 25/07/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

## ARTICLE 3

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

## ARTICLE 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

## ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 SEP 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 22 SEP 2016

En publication, affichage ou notification le :

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT      INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 20/05/2016 complétée le 26/07/2016	
Par :	SCI DAMM
Demeurant à :	PIQUE PERRIER 31460 MAUREVILLE
Représenté par :	Monsieur MORLIERE Michel
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'un entrepôt industriel et le nombre de locaux professionnels
Sur un terrain sis :	7 RUE DE PARTANAIS BZ 62

**N° PC 031 506 13 00013 M01**

Surface de plancher  
créée : 0 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Entrepôt

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1<sup>er</sup> août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1300013 délivré le 28/05/2013,

Vu la Déclaration Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux en date du 17/02/2015 et déposée en mairie en date du 31/05/2016 relative au permis de construire susvisé,

Vu la visite de conformité en date du 02/06/2016,

Vu l'opposition à la conformité du permis de construire susvisé, délivrée le 15/06/2016,

Vu le complément de dossier déposé le 26/07/2016,

**ARRETE S/N° 25 320**

#### ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

#### ARTICLE 2

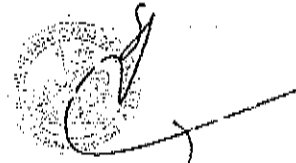
Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge LOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 22 SEP. 2016

En publication, affichage ou notification le :

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

.../...



<b>Demande déposée le 25/04/2016 complétée le 08/09/2016</b>		<b>N° PC 031 506 16 00012</b>
<b>Par :</b>	<b>SA BANQUE POPULAIRE OCCITANE</b>	
<b>Demeurant à :</b>	<b>33 et 43 AVENUE GEORGES POMPIDOU 31135 BALMA</b>	
<b>Représenté par :</b>	<b>Monsieur DEILHES Bernard</b>	
<b>Pour :</b>	<b>Réaliser l'extension et l'aménagement intérieur d'une banque</b>	
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>36 AVENUE DE GAMEVILLE BM 176</b>	
	<b>Surface de plancher créée :</b>	<b>38 m²</b>
	<b>Nb de logements :</b>	<b>0</b>
	<b>Nb de bâtiments :</b>	<b>0</b>
	<b>Destination :</b>	<b>Bureaux</b>

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu la demande de permis de construire susvisée,**

**Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,**

**Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,**

**Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1<sup>er</sup> août 2016,**

**Vu la surface de plancher existante conservée de 191 m²,**

**Vu le complément de dossier déposé le 08/09/2016,**

**Vu l'avis favorable en date du 13/05/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 19/05/2016,**

**Vu l'avis favorable de TISSEO-SMTC en date du 18/05/2016, reçu le 23/05/2016,**

**Vu l'avis favorable en date du 31/05/2016 du service E.R.D.F., reçu le 03/06/2016,**

**Vu l'avis favorable tacite de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux Personnes Handicapées en date du 05/07/2016,**

**Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 07/07/2016, reçu le 29/08/2016,**

**Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1600011 délivrée le 15/09/2016,**



**ARRETE S/N° 25 316**

**ARTICLE 1**

**Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.**

.../...

## ARTICLE 2

Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 13/05/2016, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 07/07/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

## ARTICLE 3

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

## ARTICLE 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

## ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- \* Monsieur le Préfet
- \* Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 22 SEP. 2016

En publication, affichage ou notification le :

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
  - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
  - soit déposée contre décharge à la mairie.
- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).* Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 07/09/2016, réseau eau potable

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25315**

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Cycle de l'eau ADRESSE : 1 place de la légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Vanina GERONIMI Tel : 05 81 91 78 16 Mail : vanina.geronimi@toulouse-metropole.fr	NOM : Lyonnaise des Eaux ADRESSE : 11, rue mercure Quint 31133 BALMA Responsable chantier : Tel : 05 62 71 88 26 Mail : toulouse-metropole-aep@lyonnaise-des-eaux.fr

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**  
**20 octobre au 2 novembre 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/09/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE  
CIRCULATION  
Place de la Poste**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/08/2016, branchements ERDF

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25314**

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : ERDF ADRESSE : 34 Bd général Decrouette 31100 TOULOUSE Responsable chantier : Nicolas FUZELIER Tel : 05 34 63 73 71 Mail : n.fuzelier@erdf-grdf.fr	NOM : DEBELEC ADRESSE : rue Jouffroy d'Abbans 11000 CARCASSONNE Responsable chantier : Patricia LOUNAS Tel : 04 68 25 62 75 Mail : patricia.lounas@groupe-comelec.com

- Autorisation d'occupation du trottoir et de restriction de largeur de voie
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**

**19 septembre au 3 octobre 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/09/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

<b>Demande déposée le 27/07/2016</b>		<b>N° PC 031 506 15 00030 T02</b>
<b>Par :</b>	<b>SCCV LE 50</b>	<b>Surface de plancher</b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>147 AVENUE SAINT EXUPERY 31400 TOULOUSE</b>	<b>créée : 1095 m²</b>
<b>Représenté par :</b>	<b>Madame AUTHIE Valérie</b>	<b>Nb de logements : 22</b>
<b>Pour :</b>	<b>Transférer l'autorisation de démolir une maison individuelle, édifier un bâtiment collectif de 22 logements et en modifier l'aspect extérieur</b>	<b>Nb de bâtiments : 1</b>
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>50 RUE DE LALANDE BO 232</b>	<b>Destination : Habitation</b>

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1<sup>er</sup> août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1500030 délivré le 12/11/2015 au bénéfice de la société ALTUS 1 représentée par Madame AUTHIE Valérie

Vu le permis de construire modificatif n° PC 031 506 1500030 M01 délivré le 19/07/2016 au bénéfice de la société ALTUS 1 représentée par Madame AUTHIE Valérie,

Vu l'accord en date du 26/07/2016 de la société ALTUS 1 représentée par Madame AUTHIE Valérie titulaire du permis de construire, autorisant la SCCV « LE 50 », représentée par Madame AUTHIE Valérie, à déposer la demande de transfert du permis de construire susvisé,

**ARRETE S/N° 25 305**

#### **ARTICLE 1**

Le permis de construire n° PC 031 506 1500030 délivré au bénéfice de la société ALTUS 1, représentée par Madame AUTHIE Valérie, est TRANSFERE au bénéfice de la SCCV « LE 50 » représentée par Madame AUTHIE Valérie.

#### **ARTICLE 2**

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont maintenues et devront être observées.

.../...

### ARTICLE 3

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

### ARTICLE 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

### ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **20 SEP. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 SEP. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

---

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

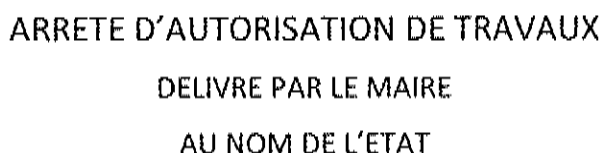
- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.





Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

#### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 SEP. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

<b>Demande déposée le 25/04/2016</b>		<b>N° AT 031 506 16 00011</b>
<b>Par :</b>	<b>BANQUE POPULAIRE OCCITANE</b>	<b>Catégorie : 5<sup>ème</sup></b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>33 ET 43 AVENUE GEORGES POMPIDOU 31135 BALMA</b>	<b>Type : w</b>
<b>Représenté par :</b>	<b>Monsieur DEILHES BERNARD</b>	
<b>Pour :</b>	<b>Aménager un établissement à l'enseigne «BANQUE POPULAIRE OCCITANE»</b>	
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>36 AVENUE DE GAMEVILLE BM 176 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE</b>	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;**

**Vu le code de la construction et de l'habitation ;**

**Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,**

**Vu l'avis favorable tacite de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux personnes handicapées en date du 05/07/2016 ;**

**Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 07/07/2016, reçu le 29/08/2016 ;**

**ARRETE S/N° 25 279**

**ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

**ARTICLE 2**

Les prescriptions émises par la Sous-commission consultée susvisée devront être respectées.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

#### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 15 SEP. 2016

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

22 SEP. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse ou terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

**Vu** le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22/12/1981 modifié,

**Vu** l'autorisation de travaux n°31.506.16.00007 délivrée le 04/06/2016,

**Vu** la visite du 24/06/2016 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.,

**Vu** la visite du 24/06/2016 effectuée par le groupe de visite de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les E.R.P.,

**Considérant** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH émis par procès-verbal en date du 28/06/2016, reçu le 18/08/2016,

**Considérant** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux personnes handicapées émis par procès-verbal en date du 19/07/2016, reçu le 28/07/2016,

**ARRETE S/N° 25 278**

**ARTICLE 1**

L'établissement à l'enseigne «A LA BONNE HEURE» situé, dans le Centre Commercial E.LECLERC, 5 Allée des Champs Pinsons à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouvert au public à compter de la délivrance du présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

**ARTICLE 3**

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises dans les procès-verbaux susvisés.

.../...

#### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés

Serge JOP  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 27 SEP. 2016

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**Demande déposée le 07/06/2016**

**N° PC 031 506 15 00029 M01**

Par :	SCCV LP PROMOTION ORENSIA
Demeurant à :	25 RUE DE BAYARD 31000 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur PONSOT Laurent
Pour :	Modifier l'aspect extérieur et les abords de trois bâtiments collectifs à usage de logements
Sur un terrain sis à :	ZAC TUCARD LOT B8 BD 49, BD 50, BD 55

Surface de plancher  
créée : 0 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville  
approuvée 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du  
02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1500029 délivré le 10/09/2015,

Vu l'avis favorable en date du 30/08/2016 de la SEM OPPIDEA, reçu le 30/08/2016,

**ARRETE N° 25 275**

**ARTICLE 1** : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la  
demande susvisée.

**ARTICLE 2** : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont  
maintenues et devront être observées.

**Le - 6 SEP. 2016**

Pour le Maire  
**Serge JOP** Délégation  
Adjoint au Maire



**Serge JOP**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

**Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 06 SEP. 2016**

**Demande déposée le 06/04/2016**

**N° PC 031 506 13 00033 M01**

Par :	SCI ROQUORENS
Demeurant à :	IMPASSE DE LISSARD DOMAINE DE CRANSAC 31620 FRONTON
Représenté par :	Monsieur CORNAC Thierry
Pour :	Modifier le nombre de lots commerciaux, les stationnements l'aspect extérieur et les réseaux d'un bâtiment à usage de services destiné à recevoir du public
Sur un terrain sis à :	7 AVENUE DE TOULOUSE BY 11, BY 12, BY 64, BY 9

Surface de plancher

créée : 1879m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 9

Destination : Commerce

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire modificatif valant autorisation d'exploitation commerciale susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu l'avis en date du 20/04/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 22/04/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/04/2016,

Vu l'avis en date du 25/04/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 26/04/2016,

Vu l'avis favorable de TISSEO-SMTC en date du 02/05/2016, reçu le 09/05/2016,

Vu l'avis favorable en date du 09/05/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 242 kVA triphasé, reçu le 12/05/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux Personnes Handicapées en date du 24/05/2016, reçu le 15/06/2016,

Vu l'avis favorable, de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial, émis par procès-verbal en date du 31/05/2016, reçu le 13/06/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 09/06/2016, reçu le 24/06/2016,

Vu l'avis favorable en date du 08/07/2016 des Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 19/07/2016,

Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1600010 délivrée le 19/07/2016, au titre de l'article L 111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté n°25226 de permis de construire modificatif délivré le 29/07/2016,



Vu l'attestation de non recours de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial en date du 30/08/2016,

CONSIDERANT que l'aménagement interne de l'établissement recevant du public n'est pas connu au stade du dépôt de la demande,

CONSIDERANT que le présent arrêté rectificatif a pour objet de compléter le permis de construire modificatif délivré initialement le 29/07/2016 en précisant qu'une attestation de non recours administratif auprès de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial a été délivré le 30/08/2016,

#### ARRETE N° 25 226

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif valant autorisation d'exploitation commerciale est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 25/04/2016, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 20/04/2016, d'E.R.D.F. en date du 09/05/2016, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbaux en date du 09/06/2016, de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 22/04/2016, de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux Personnes Handicapées en date du 24/05/2016, des Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole en date du 08/07/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 425-15 du Code de l'Urbanisme, des autorisations complémentaires, au seul titre de l'article L 111.8 du Code de la Construction et de l'Habitation, devront être demandées et obtenues avant l'ouverture au public de l'établissement en ce qui concerne son aménagement interne.

Le - 6 SEP. 2016

Pour le Maire  
Par délégation



Serge JOP  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 06 SEP. 2016

.../...

## POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

### **Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131 du code général des collectivités territoriales.

---

## **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.